**BOD/2020/06 DOC 05**
**Réunion du Conseil d'administration**
**9-11 juin 2020**
**Via Kudo**
**Pour information**

## PRÉVISIONS FINANCIÈRES

*N.B.: Les documents du Conseil sont de nature délibérative et, conformément à la Politique de transparence du PME, ne sont pas considérés comme des documents publics tant que le Conseil ne les a pas examinés. Il est entendu que les groupes constitutifs distribueront, à des fins de consultation, les documents du Conseil à leurs membres avant la réunion du Conseil.*

**Note :** *Les prévisions financières présentées au FRC en avril ont été revues afin de prendre en compte l'impact d'une éventuelle augmentation, de 250 millions de dollars à 500 millions de dollars, des fonds alloués au titre du guichet de financement accéléré Covid, comme recommandé par* le *Comité de coordination le 21 mai. Seuls les principaux points de discussion de la réunion d'avril sont repris ci-dessous.*

**Avis du Comité :**

- Les membres du Comité se sont dits satisfaits du nouveau format des prévisions financières et des explications fournies mais ils ont indiqué qu'ils souhaitaient recevoir des informations complémentaires sur les risques liés à l'impact de la pandémie de Covid-19 dans le document du Conseil, qui est à présent disponible.
- Les membres ont également estimé que le calendrier de la reconstitution des ressources était essentiel, compte tenu des faits présentés, et encouragé le Secrétariat à prévoir les activités de plaidoyer nécessaires pour faire face à l'impact de la pandémie.
- Le FRC a longuement examiné l'impact de la pandémie sur la situation financière du PME. Ses membres ont posé la question de savoir comment répondre à la forte demande de financements au titre du guichet Covid et mobiliser des ressources supplémentaires. Il a été noté que le Comité de coordination examinerait les solutions recommandées et qu'il existait des possibilités de mobiliser d'autres financements ciblés, mais qu'il était encore trop tôt pour annoncer des mesures concrètes.
- Les membres se sont enquis de l'impact de la pandémie sur les requêtes de financements réguliers en attente, les financements en cours et le Fonds à effet multiplicateur, et ont posé la question de savoir si les prévisions étaient réalistes dans ce contexte. Ils ont noté que plus de 30 pays avaient indiqué qu'ils s'attendaient à un ralentissement de leurs financements en raison du coronavirus et que cela avait été pris en compte dans les prévisions de décaissement. Toutefois certaines requêtes seront probablement reportées à 2021 compte tenu de la marge de manœuvre accordée en permettant de prolonger de trois mois la durée de validité des allocations maximales par pays. Il faut s'attendre à une restructuration des ESPIG existants et à l'élaboration de nouveaux programmes pour tenir compte de la nouvelle réalité créée par la pandémie. Bien qu'il puisse y avoir des retards dans certains financements réguliers, ceux-ci seront compensés par le nouveau guichet Covid, et 2020 sera une année record en termes d'approbations.
- Les membres ont posé des questions sur le lien entre les ripostes mondiales et régionales à la pandémie et le mécanisme KIX, notant l'engagement pris par le consortium d'agents partenaires (UNESCO, Banque mondiale et UNICEF) d'examiner les liens, de recenser les lacunes et d'organiser des réunions de coordination régulières avec les partenaires aux fins d'échange de connaissances.
- Les membres ont posé des questions sur l'utilisation du guichet de financement accéléré Covid approuvé en décembre, notant qu'il serait possible de combiner certains financements, mais que

ceux approuvés en décembre étaient destinés aux activités couvertes par les appels en faveur de l'éducation lancés par le Bureau de la coordination des affaires humanitaires avant la pandémie et que le Secrétariat estimait important d'utiliser ces ressources aux fins prévues.

## 1. OBJECTIF

1.1 Les prévisions financières ont pour objet de fournir au Conseil d'administration des informations suffisantes sur la situation financière anticipée du PME pour lui permettre de se prononcer sur la façon d'allouer les ressources financières du Partenariat à l'appui de la mise en œuvre des objectifs stratégiques du PME.

## 2. CONTEXTE

2.1 La position financière globale du PME est stable, bien que les risques à long terme soient plus importants en raison de l'augmentation des décaissements reportés au prochain exercice et des répercussions économiques que pourrait avoir la pandémie. Les approbations de financement ont continué de progresser régulièrement au cours de la période de reconstitution des ressources (2018-2020) : le 20 mai, plus de 1,5 milliard de dollars de financements avaient été approuvés. Des requêtes d'un montant dépassant 500 millions de dollars ont déjà été approuvées en 2020 et des requêtes supplémentaires d'un montant total de 600 millions de dollars (dont plus de 400 millions de dollars au titre de la pandémie) ont été reçues ou sont à l'étude. L'année 2020 sera une année record en termes de financements approuvés sur l'année.

2.2 Si le PME a bien démarré l'année, un important nombre de requêtes de financement doivent encore être formulées en 2020 et la pandémie de Covid-19 a toutes les chances de provoquer des retards et des dérapages jusqu'au début de l'année 2021. Le nombre global d'approbations ne devrait pas être trop fortement affecté, compte tenu de la création d'un guichet d'intervention et de rétablissement pour l'infection Covid-19 à hauteur de 250 millions de dollars. L'approbation éventuelle par le Conseil d'une augmentation de l'enveloppe du guichet Covid à 500 millions de dollars accroîtrait encore davantage le nombre d'approbations.

2.3 La création du nouveau guichet a nécessité une augmentation du report autorisé de 500 à 750 millions de dollars, montant qui pourrait atteindre 950 millions de dollars si des fonds supplémentaires sont autorisés pour la riposte à la pandémie. Le report correspond au montant à financer au cours de la prochaine période financière par de nouvelles contributions pour couvrir les décaissements qui restent à faire sur les financements approuvés pendant la période financière actuelle. Il est donc d'autant plus nécessaire de mener une campagne de financement efficace pour la période 2021-2025 (voir à ce propos les graphiques 1 et 2). De fait, plus vite nous aurons une idée claire des prévisions de contribution des bailleurs pour 2021-2025, plus vite nous serons en mesure d'allouer de nouveaux financements pour mettre en œuvre le prochain plan stratégique. L'impact des risques liés à la pandémie sur la situation financière du PME est décrit plus en détail dans la partie de l'annexe A consacrée aux risques.

2.4 Le solde de trésorerie du PME à la fin mars (878 millions de dollars) restait supérieur à la plage cible correspondant à une couverture de décaissement de 9 à 12 mois. Ceci devrait, néanmoins, rester une question transitoire, au fur et à mesure de l'augmentation de la valeur des financements approuvés, ainsi que des décaissements, par voie de conséquence. Au 31 mars, la valeur résiduelle des fonds à décaisser sur les financements approuvés, d'un montant de 906 millions de dollars, dépassait déjà le solde de trésorerie. Il apparaît donc, on ne peut plus clairement, que ces fonds sont nécessaires. Une augmentation des financements Covid réduira le solde de trésorerie disponible en 2020, mais le PME devrait avoir suffisamment de liquidités pour continuer d'approuver, d'engager et de décaisser en temps voulu les fonds requis jusqu'à la fin de 2021.

2.5 Il convient de noter que certains pays avait déjà pris du retard ou se trouvaient dans l'incapacité de répondre aux conditions du modèle de financement avant l'émergence du risque supplémentaire de Covid-19. Compte tenu de la pandémie, le Comité des financements et performances (GPC) et le FRC ont recommandé de prolonger de 3 mois supplémentaires la durée de validité de toutes les allocations maximales par pays non exécutées, ce qui laissera plus de temps pour soumettre les requêtes mais reportera davantage d'approbations à la première moitié de 2021.

2.6 La situation financière du PME reste sensible à une appréciation significative du dollar des États-Unis sur la période 2018-2020. La monnaie américaine s'est d'ailleurs à nouveau renforcée sur fond de Covid-19. L'Administrateur fiduciaire met la dernière main à l'analyse qu'il présentera au FRC sur les moyens de mieux gérer le risque de change. Le FRC a été informé de l'état d'avancement de la stratégie d'investissement du fonds du PME et le Comité recevra un document en temps utile pour examen. On trouvera d'autres informations liminaires à l'annexe A.

2.7 Le Secrétariat note que, sur la base des lignes directrices générales relatives aux financements, le PME devrait disposer de ressources suffisantes pour approuver toutes les propositions qui arriveront au cours des six prochains mois.

## ANNEXE A – INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES

### CONTEXTE

1. Comme indiqué dans les précédentes prévisions financières, il importe de noter que les prévisions sont une projection d'événements futurs et qu'elles peuvent donc faire l'objet de modifications substantielles, susceptibles d'avoir sur elles une incidence aussi bien positive que négative.

2. Ces modifications peuvent avoir un caractère permanent (réduction des contributions des donateurs, relèvement des engagements requis pour les requêtes de financement…). Elles peuvent aussi n'être que temporaires (décalage d'une contribution de la fin d'une année au début de l'année suivante, par exemple).

3. Les ressources disponibles sont présentées à l'Annexe 1 (Calcul des actifs disponibles pour allocation) et à l'Annexe 2 (Prévision des actifs).

### MISE À JOUR DE LA STRATÉGIE D'INVESTISSEMENT

4. Le solde du Fonds du PME, confié à l'Administrateur fiduciaire dans l'attente des décaissements, est investi pour générer des revenus qui sont ensuite reversés dans les ressources à allouer. Dans une décision antérieure, le Conseil avait conclu qu'une stratégie d'investissements comprenant une petite allocation en actions via l'indice MSCI World était envisageable pour les ressources du Fonds du PME (Portefeuille modèle 4). Devant le besoin d'étudier aussi des options d'investissement prenant en compte des facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG), il a été convenu de surseoir à la décision et de déléguer au FRC, le moment venu, le pouvoir d'autoriser ce type de placements.

5. Le travail de recherche d'un indice ESG a été mené à bien. L'analyse de la Banque mondiale a mis en lumière quelques options adaptées aux particularités d'un fonds commun en fiducie, parmi lesquelles l'indice MSCI ESG Leaders a été distingué. Les différentes options retenues présentant toutes des risques et des écueils, il est difficile à l'administrateur fiduciaire de plaider en faveur de l'une plutôt que de l'autre. L'analyse portait sur la recherche d'un indice répondant aux critères suivants : i) caractéristiques risque/rendement similaires à celles de l'indice MSCI World ; ii) historique suffisant, avec gestion de fonds selon cette approche ; iii) prise en compte des facteurs ESG (c'est-à-dire indice multi-thèmes, adapté à l'allocation de fonds propres) ; iv) caractéristiques ESG généralement plus favorables que la référence MSCI World. L'administrateur fiduciaire prévoit de proposer une solution d'allocation à ce type d'indice pour tous les fonds d'intermédiation financière (FIF) éligibles, pour lesquels la Banque mondiale assure la fonction d'administrateur.

6. Le coût de ce type d'allocation est estimé à 8 ou 9 points de base du montant de l'allocation. En supposant qu'un montant de 250 millions de dollars pris sur le solde actuel du Fonds du PME est alloué au Portefeuille modèle 4 et que ce dernier comprend une allocation de 10 % à des actions ESG, le coût sera de l'ordre de 20 000 à 22 500 dollars par an.

### MISE À JOUR DE LA GESTION DES CHANGES

7. Parce que la majeure partie des contributions des bailleurs de fonds sont faites dans des devises autres que le dollar des États-Unis alors que la plupart des allocations du PME sont faites dans la monnaie américaine, le Partenariat est exposé aux fluctuations de change entre le moment où les bailleurs annoncent leurs contributions et celui où ces contributions sont reçues et converties en dollar. L'une des solutions envisagées jusque-là pour se protéger durablement du risque de change était de conclure des contrats basés sur des contributions individuelles. Ainsi, la majorité des bailleurs de fonds du PME devaient signer des accords de contribution irrévocables afin de rendre le risque acceptable

pour la Banque mondiale. La solution n'a pas été jugée viable, peu de bailleurs ayant pu se soumettre à cette démarche.

8. Dans l'intervalle, le Secrétariat a discuté avec l'administrateur fiduciaire de la mise en place d'une option qui éviterait d'imposer une telle exigence aux bailleurs. Le Trésor et l'Administrateur de la Banque mondiale mènent de nouveaux travaux exploratoires sur la mise en place d'une stratégie de gestion des changes susceptible d'apporter une solution efficace. La plus importante exposition au risque de change étant associée aux contributions libellées en euro (EUR) et en livre sterling (GBP), cette stratégie inclurait l'achat de contrats à terme sur trois mois contre une part des contributions en GBP et EUR au moment de la signature des accords de contribution. Les contrats à terme étant achetés en fonction d'un portefeuille de contributions - plutôt que de contributions individuelles - et les transactions de gestion du risque de change étant dimensionnées de manière à ne couvrir qu'une partie des créances, en ménageant une marge suffisante pour couvrir les éventuels défauts de recettes, les contributeurs n'auraient pas besoin de signer des accords de contribution irrévocables. De plus, le recours à des contrats à terme glissants introduirait une certaine souplesse dans les dates de paiement des contributeurs.

9. Même si cette stratégie ne concerne que les contributions libellées en EUR et en GBP, elle devra être approuvée par tous les contributeurs. Compte tenu de la nature commune du Fonds du PME, les frais de mise en œuvre de cette stratégie et les pertes qui pourraient résulter du dénouement des contrats ne seront pas attribués à des contributeurs précis, mais devront être supportés par le Fonds du PME. Cette stratégie pourrait, au fil du temps, être étendue à d'autres monnaies, si les montants libellés en d'autres monnaies venaient à augmenter.

10. Le Trésor de la Banque mondiale réalise actuellement une analyse qui vise à déterminer la faisabilité de cette méthode de gestion du risque de change, afin de réduire les effets de risque sur les allocations du PME. Cette analyse fournira une estimation des coûts liés au montage des couvertures et des provisions nécessaires pour les dénouer si des devises autres que le dollar des États-Unis ne sont pas reçues. Les aspects liés à la gouvernance, au fonctionnement, aux considérations juridiques et à la mise en œuvre seront aussi passés en revue pour présenter au Secrétariat un tableau complet de la structure de la gestion des changes. Le Secrétariat examinera l'analyse dès qu'il l'aura reçue et présentera les options proposées au FRC.

11. En attendant, le Secrétariat continue de travailler avec les pays qui désirent présenter une requête d'allocation en euros et encourage les contributeurs à envisager de verser leur contribution en dollars.

## DÉPENSES D'EXPLOITATION

12. Les dépenses d'exploitation du PME, englobant les coûts de fonctionnement du Secrétariat et des instances dirigeantes du Partenariat, sont, à des fins de budgétisation, contenues dans une marge de 5 à 7 % des dépenses totales (tous les transferts effectués à partir du Fonds du PME). Pour le moment, sur l'exercice 20 (juillet 2019 à juin 2020), les dépenses d'exploitation réelles devraient être conformes au budget approuvé. Toutefois, en 2019, les décaissements de financements ont été moins importants que prévu, principalement parce que le montant des financements approuvés a été inférieur aux prévisions. Il est donc possible que le taux des dépenses d'exploitation dépasse 7 % sur l'exercice 20. Le FRC sera informé du taux définitif dès que les décaissements pour la période d'avril à juin seront connus, ainsi que le total des dépenses d'exploitation pour l'exercice 20. Pour le budget de l'exercice 21, le taux devrait rester dans la fourchette de 5 à 7 % en raison de la faiblesse de la croissance du budget et de l'augmentation du niveau des décaissements.

## RISQUE

13. Le PME reste vulnérable aux mouvements des taux de change. En l'absence de politique de couverture du risque de change viable (que les différents acteurs concernés continuent d'examiner comme on l'a vu plus haut), il faut accepter ce risque et continuer de le surveiller de près.

14. Ainsi que l'a relevé le Conseil en décembre 2019, il faudra que le PME soit à même de démontrer la présence d'une demande pour le financement additionnel levé à Dakar, ainsi que la capacité à l'absorber. Avec plus de 1,5 milliard de dollars approuvés à ce jour, et au moins 600 millions de dollars de requêtes à l'étude, ce risque ne devrait pas se concrétiser. Une augmentation des financements Covid démontrera encore plus clairement l'utilisation des ressources mobilisées à Dakar, et l'aptitude à démontrer l'efficacité de la riposte du PME à la pandémie sera un important facteur de réussite de notre prochaine campagne de financement.

15. Outre ses répercussions prévisibles sur l'éducation, la pandémie de Covid-19 aura probablement d'importantes conséquences économiques pour les bailleurs de fonds comme pour les pays en développement. Pour le moment, nous n'avons reçu aucune indication quant à un éventuel impact à court terme sur les contributions, bien qu'un bailleur de fonds nous ait fait savoir qu'il devra reporter à 2021 une petite portion de sa contribution de 2020 en raison de la pandémie. Néanmoins, la réponse à la crise implique une pression sur les dépenses publiques des donateurs et sur le financement de l'éducation par les pays en développement partenaires, et cette pression, de même que la situation économique qui s'ensuivra, représente un risque supplémentaire qui devra être pris en compte.

16. Comme indiqué au Comité de coordination, les requêtes au titre du guichet de financement accéléré Covid-19 sont nettement supérieures à l'enveloppe initiale du guichet, soit 250 millions de dollars, et les ressources disponibles ne permettent pas de répondre à l'énorme demande ni aux efforts exceptionnels déployés par les pays en développement partenaires, les agents partenaires et les partenaires locaux pour présenter, dans des circonstances difficiles, des propositions de qualité à l'appui de leurs propres plans de riposte. Prié d'envisager des moyens d'accroître l'enveloppe du guichet, le Secrétariat a proposé de porter de 250 millions de dollars à 500 millions de dollars le montant de ces fonds en réduisant de 50 millions de dollars les fonds non alloués au titre du Fonds à effet multiplicateur et en augmentant le report de 200 millions de dollars supplémentaires. Le Comité de coordination a approuvé cette recommandation soumise à l'examen du Conseil.

17. Cette approche comporte des risques. Plus le report est élevé, plus il faudra mobiliser de ressources lors de la prochaine campagne de financement pour couvrir les décaissements déjà approuvés par le Conseil, ce qui réduit les fonds disponibles pour de nouvelles allocations. Si la campagne de financement permet de mobiliser un montant annuel au moins égal au montant actuel, ou de préférence supérieur, il n'y a pas de raison de s'inquiéter. Selon nos prévisions, nous avons suffisamment de ressources pour continuer d'approuver, d'engager et de décaisser en temps voulu les fonds requis jusqu'à la fin de 2021. Mais une diminution des fonds levés au cours de la prochaine campagne de financement, une crise majeure qui entraînerait une réduction des contributions annoncées par les principaux bailleurs de fonds, ou une forte appréciation du dollar, obligerait probablement le Conseil à déterminer l'ordre de priorité des financements et soit appliquer des critères plus stricts d'accès aux financements pendant la période 2021-2025 soit réduire le montant des nouvelles allocations.

18 Compte tenu des risques liés à un report important, il est recommandé de suivre de près la situation financière du PME. À sa réunion d'octobre, le FRC devrait envisager des moyens de réduire le report. Des contributions supplémentaires en 2020, une évolution positive des taux de change ou le fait que certains pays n'utilisent pas leurs allocations ou ne puissent pas le faire seraient des moyens d'accroître naturellement les ressources disponibles et de réduire le montant du report. On pourrait au besoin recommander de définir un ordre de priorité comme on l'a déjà fait en 2014/2015 lorsque les allocations maximales par pays ont été réduites et certaines ultérieurement annulées. Nous assurons au Conseil que nous disposons des outils de gestion financière voulus pour faire face aux conséquences d'un éventuel déficit, bien que cela puisse nécessiter des décisions difficiles.

19. Bien que l'accroissement du report présente des risques, le Conseil devrait également prendre en compte les risques que pose pour l'éducation le fait de ne pas répondre aux besoins des partenaires en cette période de crise. Le Conseil pourrait également garder à l'esprit un éventuel aspect positif sur le plan financier, à savoir la démonstration de la réponse efficace du PME au redoutable défi que pose la pandémie de Covid pour l'éducation à l'échelle planétaire, et la possibilité d'améliorer les perspectives financières à long terme du Partenariat.

| **Annexe 1 – Calcul des actifs disponibles pour allocation (en millions de dollars) – LES CHIFFRES SUPPOSENT QUE LE CONSEIL APPROUVE LA RECOMMANDATION DU COMITÉ DE COORDINATION D'ACCROÎTRE LES ALLOCATIONS AU TITRE DE LA PANDÉMIE DE COVID** | | | |
|---|---|---|---|
| Solde d'ouverture, au 1er avril 2020 (A) | | 878 | *Sommes se trouvant dans le Fonds du PME au 1er avril* |
| Décaissements en attente sur les allocations approuvées (B) | | -906 | *Décaissements restant à faire sur les financements et les allocations connexes déjà approuvés par le PME. Rapprochement avec l'Annexe 5* |
| Montant net des disponibilités (C) = A - B | | -28 | *Le montant étant négatif, on voit que le solde seul ne suffira pas à couvrir les obligations que le Conseil a déjà contractées* |
| | | | |
| *Solde des annonces des bailleurs* | *1 021,8* | | *Valeur des contributions des bailleurs aux taux de change actuels sur la base des annonces enregistrées. Rapprochement avec l'Annexe 3* |
| *Prévision de contributions supplémentaires* | *107,7* | | *Estimation par le Secrétariat des contributions supplémentaires de bailleurs qui sont dans l'incapacité de faire des annonces mais dont la probabilité de versement est forte* |
| *Prévision de rendements d'investissement* | *37,5* | | *Prévision de rendements d'investissement relatifs aux sommes détenues par le Fonds du PME sur les neuf derniers mois de 2020 et jusqu'à juin 2021.* |
| *Prévision de retours sur les financements clos* | *22* | | *Estimation des fonds inutilisés qui doivent être retournés au Fonds du PME sur les financements qui viennent d'être clos ou le seront dans les prochains mois.* |
| Rentrée totale de fonds escomptée (D) | 1 189 | 1 189 | *Sous-total de la somme des 4 lignes précédentes* |
| Ressources pouvant être allouées (E) = C + D | | 1 161 | *Différence entre le montant net des disponibilités et le total estimé des rentrées. Il s'agit des actifs pouvant être alloués sur cette période de financement* |
| | | | |
| *Solde de MCA (ESPIG + Fonds à effet multiplicateur + augmentation de cap.)* | *-1 437,7* | | *Montant résiduel total des allocations maximales par pays (MCA) non encore converties en financements approuvés. Rapprochement avec l'Annexe 4* |
| *Allocations supplémentaires maximales de financement accéléré* | *-244.5* | | *Montant maximal des requêtes susceptibles d'être approuvées en 2020, sur la base de la décision du Conseil de déc. 2019 relative au financement accéléré. Rapprochement avec l'Annexe 4* |
| *Montants pouvant être alloués à partir du Fonds à effet multiplicateur* | *-79,4* | | *Il s'agit des fonds résiduels de l'enveloppe du Fonds à effet multiplicateur, qui doivent encore être convertis en financement approuvé ou MCA pour un pays donné* |
| *Fonds d'intervention et de rétablissement Covid-19* | *-500* | | *Montant des fonds approuvés par le Conseil en mars 2020 en rapport avec la pandémie de Covid-1 (avec l'augmentation recommandée par le Comité de coordination)* |
| *Provision pour l'allocation de petits financements (ESPDG, PDG)* | *-11* | | *Provision pour les requêtes en cours relatives à des financements pour la préparation d'un plan sectoriel de l'éducation et pour la préparation du programme* |
| *Provision pour les commissions des agents partenaires* | *-46,8* | | *Ces commissions couvrent les frais indirects des agents partenaires* |
| *Déduction correspondant à l'annulation de MCA ou à la non-utilisation d'allocations* | *250* | | *Déduction pour tenir compte du fait que toutes les MCA ne seront probablement pas utilisées en raison de l'impossibilité de satisfaire aux conditions du modèle de financement, de l'emploi partiel de certains financements ou d'une utilisation incomplète des fonds à effet multiplicateur ou du financement accéléré* |
| Total estimé des nouvelles allocations liées aux financements (F) | -2 069,4 | -2 069,4 | |
| Provision pour la commission de l'administrateur fiduciaire sur l'exercice 21 (G) | | -0,6 | *Estimation des commissions de l'administrateur fiduciaire pour la période allant de juillet 2020 à juin 2021. Il sera demandé au Conseil d'approuver la requête effective en juin* |

| | | |
|---|---|---|
| Provision pour dépenses d'exploitation sur l'exercice 21 | -41 | *Estimation du budget additionnel des dépenses d'exploitation du Secrétariat pour la période allant de juillet 2020 à juin 2021.* |
| Estimation de nouvelles allocations I = (F+G+H) | -2 111 | Somme des trois lignes précédentes |
| Estimation du report à financer sur la prochaine période de financement (J) = (E – I) | -950 | *Différence entre l'estimation des ressources disponibles et les allocations restant à faire* |
| Report autorisé à financer sur la prochaine période de financement (J) = (E – I) | 950 | *Le Conseil a donné son autorisation pour qu'un certain montant puisse être alloué sur la présente période de financement et financé sur les nouvelles contributions des bailleurs attendues pour la période de financement 2021-2025 (suppose que l'augmentation proposée par le Comité de coordination est approuvée)* |
| Excédent / déficit de fonds pouvant être alloués (J+K) | 0 | *Moyennant des allocations supplémentaires au titre de la pandémie et l'augmentation probable du report, aucun déficit ou excédent n'est attendu.* |

**ANNEXE 2 (A/B) – PRÉVISION DES ACTIFS – (LES CHIFFRES SUPPOSENT QUE LE CONSEIL APPROUVE LA RECOMMANDATION DU COMITÉ DE COORDINATION D'ACCROÎTRE LES ALLOCATIONS AU TITRE DE LA PANDÉMIE DE COVID)**

| ANNEXE 2A – PRÉVISION DU SOLDE DE TRÉSORERIE | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| *(Montants en millions de dollars)* | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** | **2024** | **2025** |
| **A. Solde d'ouverture au 1er avril 2020** | 878,4 | 752,0 | 439,3 | (153,1) | (681,6) | (930,2) |
| **B. Rentrées** | 723,7 | 444,0 | 21,2 | - | - | - |
| **C. Sorties** | -850,1 | -756,7 | -613,7 | -528,4 | -248,6 | -19,8 |
| **Solde de clôture, au 31 décembre (A + B – C)** | 752,0 | 439,3 | (153,1) | (681,6) | (930,2) | (950,0) |

Tandis que les éléments de l'Annexe 1 servent à calculer l'ensemble des ressources pouvant être allouées, ce tableau illustre les rentrées projetées du Fonds du PME (essentiellement les contributions des donateurs) et les sorties prévues (essentiellement les décaissements des financements) ainsi que leur impact sur le solde de trésorerie. Les contributions accusent une baisse importante à partir de 2021, car elles n'incluent pas les contributions qui pourront découler de promesses portant sur la période 2021-2025. Néanmoins, compte tenu des financements en cours d'approbation par le PME, à hauteur de 950 millions de dollars, qui devront être financés sur la prochaine reconstitution des ressources, le solde de trésorerie pourrait passer en terrain négatif en 2022 en l'absence de nouvelles annonces de contributions substantielles.

| ANNEXE 2B – PRÉVISION DES ACTIFS NON ENGAGÉS | | | | |
|---|---|---|---|---|
| *(Montants en millions de dollars)* | **2020** | **2021** | **2022** | **2023** |
| **A. Solde d'ouverture des ressources non engagées au 1er avril 2020** | 774,3 | 647,9 | 335,2 | (257,3) |
| **B. Rentrées** | 723,7 | 444,0 | 21,2 | - |
| **C. Engagements estimés** | 850,1 | 756,7 | 613,7 | 692,7 |
| **D. Fonds pouvant être engagés (A + B – C)** | 647,9 | 335,2 | (257,3) | (950,0) |

Un financement est approuvé pour une période de mise en œuvre de trois, quatre ou cinq ans, mais les fonds ne sont engagés (affectés dans le Fonds et mis à disposition de l'agent partenaire) que sur une base annuelle. Pour que les fonds soient engagés, il faut que les liquidités correspondantes soient disponibles dans le Fonds fiduciaire. Il est donc important de connaître le montant des actifs non engagés pour déterminer la capacité du PME à approuver des financements et à mettre des fonds à la disposition des agents partenaires. Lorsque des donateurs font des contributions au Fonds, les ressources pouvant être engagées augmentent, mais celles-ci diminuent sur une base annuelle, lorsque des financements sont approuvés, puis engagés. Les prévisions actuelles montrent que le PME épuisera l'autorisation d'engagement en 2022, ce qui

pourrait nécessiter de mettre en attente les programmes en cours. Cet écueil devrait être évité par une campagne de financement 2021-2025 efficace, menée en temps utile, qui permettra, en outre, d'approuver de nouveaux financements sur la période du prochain plan stratégique.

## ANNEXE 3 - ÉTAT DE LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES 2018-2020

| ANNEXE 4 - ÉTAT DE LA RECONSTITUTION DES RESSOURCES 2018-2020 (montants en millions de dollars) | | Annonces de Dakar + annonces post Dakar et ajustements | Versé au 1er avril 2020 | Montant restant au 1er avril 2020 | Montant total au 1er avril 2020 |
|---|---|---|---|---|---|
| **Bailleurs** | **DEV** | **Montants annoncés** | **Valeur en USD** | **Valeur en USD** | **Valeur en USD** |
| **Australie** | AUD | 90,0 | 19,7 | 36,6 | 56,3 |
| **Belgique** | EUR | 19,5 | 15,3 | 7,1 | 22,4 |
| **Canada** | CAD | 180,0 | 91,8 | 42,2 | 133,9 |
| **Danemark** | DKK | 1 231,8 | 95,3 | 87,4 | 182,7 |
| **Commission européenne** | EUR | 337,5 | 146,7 | 235,4 | 382,2 |
| **France** | EUR | 201,0 | 87,4 | 135,8 | 223,2 |
| **Allemagne** | EUR | 75,0 | 61,5 | 21,9 | 83,4 |
| **Irlande** | EUR | 25,0 | 20,4 | 7,7 | 28,0 |
| **Italie** | EUR | 12,0 | 9,1 | 4,4 | 13,5 |
| **Japon** | USD | 5,8 | 5,8 | 0,0 | 5,8 |
| **Luxembourg** | EUR | 1,8 | 2,1 | 0,0 | 2,1 |
| **Pays-Bas** | USD | 113,6 | 68,2 | 45,5 | 113,6 |
| **Norvège** | NOK | 2 070,0 | 160,9 | 65,8 | 226,7 |
| **République de Corée** | USD | 2,2 | 1,4 | 0,8 | 2,2 |
| **Sénégal** | USD | 2,0 | 0,0 | 2,0 | 2,0 |
| **Espagne** | EUR | 1,5 | 1,0 | 0,6 | 1,7 |
| **Suède** | SEK | 1 068,0 | 84,8 | 29,6 | 114,4 |
| **Suisse** | CHF | 39,8 | 34,2 | 6,7 | 40,9 |
| **Émirats Arabes Unis** | USD | 100,0 | 33,0 | 67,0 | 100,0 |
| **Royaume-Uni**** | GBP | 252,0 | 176,6 | 135,3 | 311,9 |
| **États Unis** | USD | 252,5 | 162,5 | 90,0 | 252,5 |
| **Children's Investment Fund Foundation*** | USD | 2,0 | 2,0 | 0,0 | 2,0 |
| **Dubai Cares*** | USD | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 1,0 |
| **OSF (via AOSI)*** | USD | 1,0 | 1,0 | 0,0 | 1,0 |
| **Stichting Benevolentia (Porticus)** | USD | 1,4 | 1,4 | 0 | 1,4 |
| **Total** | | | **1 282,9** | **1 021,8** | **2 304,7** |

*** La contribution a été approuvée ou partiellement approuvée pour les activités ciblées.**
**** Contributions plafonnées à 15 % du total de la reconstitution des ressources, et en partie liées à des critères de performance.**

| *Annexe 4 - Pays ayant une MCA non exécutée au 1er avril (montants en millions de dollars)* | | |
|---|---|---|
| **Pays** | **ESPIG/MCA fonds à effet multiplicateur** | **Éligible au financement accéléré** |
| Afghanistan | 25,00 | 20 |
| Bangladesh | 53,90 | 10,78 |
| Burkina Faso | | 11 |
| Burundi | 21,30 | 9,38 |
| Cameroun - *requête en cours d'examen* | 53,80 | |
| République Centrafricaine | 31,60 | |
| Tchad | | 10,01 |
| Comores | 5,20 | |
| République démocratique du Congo | 125,00 | 20 |
| République du Congo | 10,70 | |
| Djibouti | 2,50 | |
| Éthiopie | 145,00 | 20 |
| Gambie | 7,20 | |
| Guinée - *requête en cours d'examen* | 37,90 | |
| Guinée-Bissau | 2,80 | |
| Guyana | 2,50 | |
| Haïti | 16,50 | 3,3 |
| Rép. kirghize | 5,00 | |
| RDP lao | 17,50 | |
| Lesotho | 7,50 | |
| Libéria | 5,90 | |
| Madagascar - *requête en cours d'examen* | 19,60 | 13,28 |
| Malawi | 48,70 | |
| Maldives - *requête en cours d'examen* | 3,50 | |
| Mali | | 9,14 |
| Mauritanie - *requête en cours d'examen* | 12,50 | |
| Micronésie, Féd. des États de | 2,50 | |
| Mozambique | 125,00 | 20 |
| Myanmar | | 14,74 |
| Nicaragua | 7,50 | |
| Niger - *requête en cours d'examen* | 85,10 | 17,02 |
| Nigéria | 125,00 | 20 |
| OECO(Dominique, Grenade, Ste-Lucie, St-Vincent-et-les Grenadines) | 10,00 | |
| Pacifique (Kiribati, Îles Marshall, Samoa, Îles Salomon, Tonga, Tuvalu) | 15,00 | |
| Pakistan - requête en cours d'examen pour 2 prov. sur 4 | 125,00 | 20 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 3,57 | |
| Sao Tomé-et-Principe | 2,50 | |
| Somalie - *requête en cours d'examen GFS* | 19,95 | 16,984 |
| Soudan du Sud | 6,00 | |
| République Arabe de Syrie | 25,00 | |
| Timor-Leste - *requête en cours d'examen* | 9,10 | |
| Togo | 15,60 | |
| Ouganda | 125,00 | |
| Vanuatu | 2,50 | |

| | | |
|---|---|---|
| Yémen, Rép. du | 32,40 | 6,48 |
| Zambie | 39,84 | |
| Zimbabwe | | 2,34 |
| **Total** | **1 437,7** | **244,5** |

## ANNEXE 5 – INFORMATIONS RELATIVES AU PORTEFEUILLE DE FINANCEMENTS EN COURS AU 1er AVRIL 2020

| Pays | Agent partenaire | Date de démarrage | Date de fin | Montant du financement | Total décaissé sur le Fonds du PME | Emploi déclaré[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Afghanistan | Banque mondiale | Avr. 19 | Déc. | 100 000 000 | 50 000 000 | - |
| Bangladesh (financement accéléré) | UNICEF | Oct. 18 | Sept. | 8 332 407 | 8 332 407 | 3 153 103 |
| Bénin | Banque mondiale | Juil. 19 | Sept. | 19 400 000 | 5 500 000 | - |
| Bhoutan | Save the Children EUA | Oct. 19 | Mars | 700 000 | - | |
| Bhoutan | Save the Children EUA | Oct. 18 | Oct. 21 | 1 800 000 | 1 180 461 | 195 563 |
| Burkina Faso | AFD | Déc. 19 | Déc. | 21 200 000 | - | - |
| Burkina Faso | AFD | Mars 18 | Mars | 33 800 000 | 18 899 334 | 18 899 33 |
| Burundi | AFD | Mars 19 | Mars | 25 600 000 | 6 224 000 | - |
| Cabo Verde | UNICEF | Oct. 19 | Déc. | 1 100 000 | 1 100 000 | - |
| Cabo Verde | UNICEF | Sept. 18 | Déc. | 1 400 000 | 1 400 000 | 211 706 |
| Cambodge | UNICEF | Juil. 18 | Déc. | 6 200 000 | 2 250 000 | - |
| Cambodge | UNESCO | Juin 18 | Mai 21 | 14 400 000 | 10 345 438 | 2 085 816 |
| Cameroun (financement accéléré) | UNICEF | Mai 19 | Nov. | 7 760 000 | 3 125 631 | 841 927 |
| République Centrafricaine (financement accéléré) | UNICEF | Sept. 18 | Mars | 6 320 000 | 5 752 781 | 2 486 385 |
| Tchad | UNESCO | Juin 18 | Juil. 21 | 8 607 324 | 5 991 581 | 2 439 485 |
| Tchad | UNICEF | Juin 18 | Juil. 21 | 19 237 506 | 19 237 506 | 401 419 |
| Tchad (complément) | UNICEF | Mars 20 | Déc. | 14 346 504 | - | - |
| Tchad (complément) | UNESCO | Mars 20 | Déc. | 7 853 496 | - | - |
| Comores | UNICEF | Juil. 18 | Juil. 21 | 2 300 000 | 2 300 000 | 122 037 |
| RD du Congo | Banque mondiale | Avr. 17 | Févr. | 100 000 000 | 63 000 000 | 30 187 91 |

[1] L'emploi déclaré désigne la part des fonds décaissés qui a été soit dépensée soit versée aux partenaires d'exécution par l'agent partenaire. Ce type d'information n'étant pas régulièrement communiquée par les agents partenaires à l'exception de la Banque mondiale, les montants de cette colonne sont probablement inférieurs aux montants effectivement déclarés.

| Pays | Agent partenaire | Date de démarrage | Date de fin | Montant du financement | Total décaissé sur le Fonds du PME | Emploi déclaré[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Côte d'Ivoire | Banque mondiale | Sept. 19 | Août | 28 000 000 | 2 000 000 | - |
| Côte d'Ivoire | Banque mondiale | Juin 18 | Juil. 22 | 24 100 000 | 18 350 000 | 11 106 29 |
| Djibouti (MLT/ESPIG) | Banque mondiale | Déc. 19 | Déc. | 10 000 000 | 1 750 000 | - |
| Érythrée | UNICEF | Janv. 20 | Janv. | 17 200 000 | 388 201 | - |
| Éthiopie | Banque mondiale | Juil. 17 | Déc. | 100 000 000 | 100 000 000 | 89 991 61 |
| Gambie | Banque mondiale | Avr. 18 | Déc. | 5 300 000 | 5 300 000 | 4 933 203 |
| Ghana | Banque mondiale | Févr. 20 | Déc. | 24 400 000 | - | - |
| Guinée | Banque mondiale | Juil. 15 | Août | 37 800 000 | 37 800 000 | 37 800 00 |
| Guinée-Bissau | Banque mondiale | Déc. 18 | Oct. 23 | 4 700 000 | 2 500 000 | 355 233 |
| Honduras | Banque mondiale | Juil. 20 | Juil. 25 | 10 000 000 | - | - |
| Kenya | Banque mondiale | Janv. 20 | Janv. | 9 700 000 | 5 225 000 | - |
| Kenya | Banque mondiale | Juin 15 | Déc. | 88 400 000 | 88 400 000 | 83 980 72 |
| République démocratique populaire lao | Banque mondiale | Juin 15 | Déc. | 16 800 000 | 16 800 000 | 10 693 73 |
| Lesotho | Banque mondiale | Juil. 17 | Août | 2 300 000 | 2 300 000 | 1 238 765 |
| Libéria | Banque mondiale | Juin 18 | Juin 22 | 11 900 000 | 7 830 000 | 1 885 107 |
| Madagascar | Banque mondiale | Avr. 18 | Déc. | 46 800 000 | 21 100 000 | 5 767 267 |
| Malawi | Banque mondiale | Déc. 16 | Déc. | 44 900 000 | 44 900 000 | 31 343 52 |
| Mali | Banque mondiale | Nov. 20 | Sept. | 45 700 000 | - | - |
| Myanmar | Banque mondiale | Mars 19 | Août | 73 700 000 | 16 700 000 | - |
| Népal (MLT/ESPIG) | Banque mondiale | Juil. 18 | Juil. 21 | 24 200 000 | 15 242 000 | - |
| Nigéria | Banque mondiale | Mai 15 | Juin 20 | 100 000 000 | 100 000 000 | 85 813 73 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée (MLT et ESPIG) | Save the Children RU | Juil. 19 | Juil. 22 | 7 399 000 | - | - |
| Rwanda | DFID | Avr. 20 | Juil. 24 | 30 800 000 | - | - |
| Sénégal (MLT/ESPIG -- financement en euro, enregistré en | AFD | Mai 19 | Mai 23 | 42 600 000 | 13 573 826 | - |
| Sierra Leone | UNICEF | Sept. 18 | Sept. | 17 200 000 | 5 732 502 | 512 373 |
| Somalie - Fédération de | CARE | Sept. 18 | Sept. | 17 900 000 | 6 449 601 | 697.899 |

| Pays | Agent partenaire | Date de démarrage | Date de fin | Montant du financement | Total décaissé sur le Fonds du PME | Emploi déclaré[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| Somalie - Somaliland | Save the Children EUA | Juil. 18 | Juil. 21 | 7 680 000 | 6 284 083 | 2 522 466 |
| Somalie (GFS) | CARE | Janv. 20 | Mars | 7 950 000 | - | - |
| Somalie (Puntland, complément) | UNICEF | Janv. 20 | Janv. | 8 830 000 | - | - |
| Somalie (Puntland) | UNICEF | Oct. 17 | Sept. | 5 600 000 | 4 582 631 | 3 717 385 |
| Somalie (financement accéléré Somaliland) | Save the Children EUA | Déc. 19 | Nov. | 3 004 000 | - | - |
| Somalie (complément Somaliland) | Save the Children EUA | Janv. 20 | Janv. | 12 016 000 | - | - |
| Soudan du Sud | UNICEF | Janv. 19 | Janv. | 35 700 000 | 4 500 000 | 4 400 343 |
| Soudan du Sud (financement accéléré) | UNICEF | Juil. 18 | Mars | 6 000 000 | 6 000 000 | 4 075 741 |
| Soudan (financement accéléré) | Banque mondiale | | | 11 800 000 | - | - |
| Soudan | Banque mondiale | Avr. 20 | Avr. 25 | 62 620 000 | | |
| Tadjikistan | BID | Sept. 20 | Sept. | 10 000 000 | | |
| Tanzanie | Sida | Juil. 19 | Juil. 23 | 90 000 000 | 51 997 873 | - |
| Tanzanie (Zanzibar) | Sida | Mars 18 | Mars | 5 761 000 | 4 497 127 | 2 497 127 |
| Tanzanie (Zanzibar) | Sida | Mars 20 | Juin 22 | 9 240 000 | | |
| Tanzanie (complément) | Sida | Déc. 19 | Juin 23 | 22 500 000 | - | - |
| Togo | Banque mondiale | Mars 15 | Sept. | 27 800 000 | 27 800 000 | 27 799 55 |
| Ouganda | Banque mondiale | Août 14 | Mars | 100 000 000 | 100 000 000 | 94 717 14 |
| Ouzbékistan | Banque mondiale | Oct. 14 | Juil. 19 | 49 900 000 | 49 900 000 | 48 520 73 |
| Ouzbékistan (Fonds à effet multiplicateur) | Banque mondiale | Sept. 19 | Déc. | 10 000 000 | 3 500 000 | - |
| Yémen, République du | UNICEF | Mars 14 | Mars | 72 600 000 | 50 000 000 | 43 180 39 |
| Zambie | DFID | Nov. 13 | Sept. | 21 264 000 | 21 264 000 | 21 264 00 |
| Zimbabwe | UNICEF | Déc. 16 | Déc. | 20 580 000 | 20 580 000 | 14 150 44 |
| Zimbabwe (variable) + Fonds à effet multiplicateur + | UNICEF | Sept. 18 | Déc. | 21 620 000 | 12 297 143 | 81 743 |
| KIX | CRDI | Avr. 19 | Jun. 24 | 70 500 000 | 13 276 324 | 781 290 |
| L'Éducation à voix haute (EOL) | OXFAM | Avr. 19 | Jun. 24 | 51 869 159 | 10 452 966 | 0 |
| Commissions agents part., petits financements, frais admin. | s.o. | | | 48 056 458 | 25 104 299 | 25 104 29 |

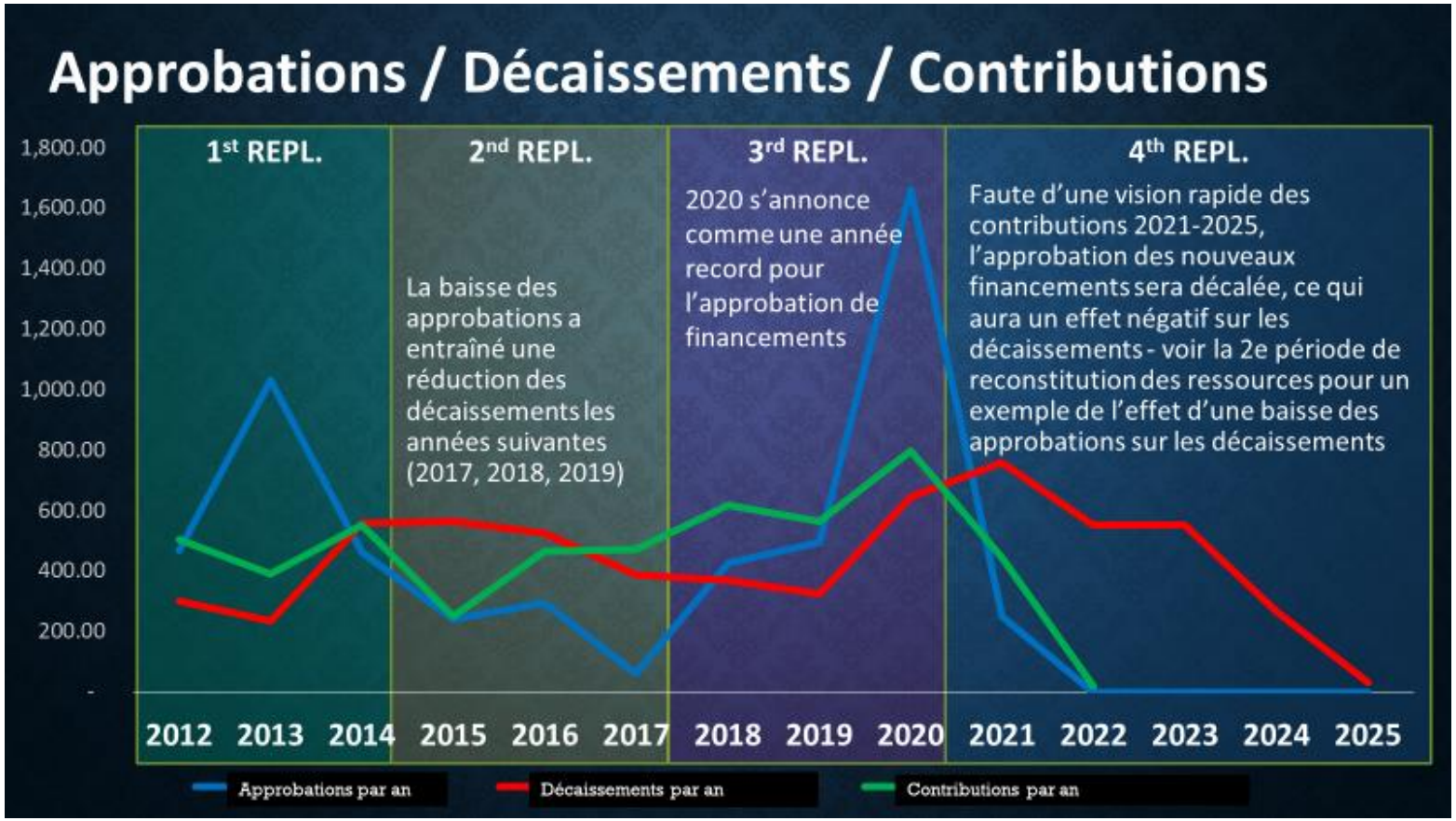
| Pays | Agent partenaire | Date de démarrage | Date de fin | Montant du financement | Total décaissé sur le Fonds du PME | Emploi déclaré[1] |
|---|---|---|---|---|---|---|
| **Total** | | | | **2 035 046 8** | **1 129 016 7** | **719 956 8** |

| | |
|---|---|
| **Montant total des financements approuvés et en cours** | **USD 2 035 millions** |
| **Montant total des décaissements à partir du Fonds du PME** | **USD 1 129 millions** |
| **Solde à décaisser sur les financements approuvés** | **USD 906 millions** |

**GRAPHIQUE 1**


SOLDE DE TRÉSORERIE ET ENGAGEMENTS PROJETÉS
Solde de trésorerie
Fonds non décaissés sur les financements approuvés
Les engagements dépassent déjà le solde et vont encore croître avec la forte augmentation des approbations
Liquidités et engagements baissent fortement au fur et à mesure des décaissements correspondant aux financements approuvés sur la période courante et les contributions s'épuisent. Epuisement des fonds prévu en 2022. Sans reconstitution des ressources nous ne pourrions pas approuver de nouveaux financements. Il faudrait arrêter d'engager les fonds correspondant aux financements approuvés en 2022 pour éviter un solde de trésorerie négatif
2,500.0
2,000.0
1,500.0
1,000.0
500.0
-
(500.0)
(1,000.0)
921
819
878
938
752
2,167
439
1,411
-153
797
-682
268
-930
20
-950
0
End 2019
Q1 2020
2020
2021
2022
2023
2024
2025

**GRAPHIQUE 2**


Approbations / Décaissements / Contributions
1,800.00
1,600.00
1,400.00
1,200.00
1,000.00
800.00
600.00
400.00
200.00
-
1st REPL.
2nd REPL.
3rd REPL.
4th REPL.
La baisse des approbations a entraîné une réduction des décaissements les années suivantes (2017, 2018, 2019)
2020 s'annonce comme une année record pour l'approbation de financements
Faute d'une vision rapide des contributions 2021-2025, l'approbation des nouveaux financements sera décalée, ce qui aura un effet négatif sur les décaissements - voir la 2e période de reconstitution des ressources pour un exemple de l'effet d'une baisse des approbations sur les décaissements
2012 2013 2014 2015 2016 2017 2018 2019 2020 2021 2022 2023 2024 2025
Approbations par an
Décaissements par an
Contributions par an